

CHRONIQUE FÉMINISTE # 51 : Action symbolique et pacifique au bureau du député Jean D'Amour

Par Améli Beaulieu, Centre-Femmes du Grand-Portage

Le 25 avril les Centres de femmes de la région du Bas-Saint-Laurent ont rencontré Madame Solange Morneau du bureau du député-ministre Jean D'Amours dans le cadre de la semaine d'actions des centres de femmes contre l'austérité.

Quatre représentantes des Centres de Femmes du Bas-Saint-Laurent se sont présentées pour rappeler au député-ministre qu'il est faux de croire que les mesures d'austérité n'affectent pas la population. Elles ont également remis des silhouettes réalisées par les femmes illustrant comment les coupures dans le système de santé les affectent. Ces silhouettes sont le résultat d'ateliers d'éducation populaire portant sur l'austérité organisés par les Centres de femmes de l'ensemble du territoire bas-laurentien. Une cinquantaine de femmes étaient sur place à l'extérieur, en appui à cette démarche.

Les coupures draconiennes qui ont été faites entre 2014 et 2016 se font ressentir encore aujourd'hui. Elles empêchent toujours les femmes d'avoir accès aux services dont elles ont besoin. Partout au Québec, elles ont appauvri les femmes, ont renforcé les rôles sociaux attribués aux femmes, ont diminué l'autonomie économique des femmes, augmenté leur travail invisible en les renvoyant dans la sphère privée. Les préjudices, la contrainte et la privation de liberté, dans la vie publique, comme dans la vie privée, se font encore bien sentir. Les coupures ont été si graves qu'elles ont saccagé le filet social québécois et ont ébranlé le système public.

Les Centres de Femmes de la région du Bas-Saint-Laurent demandent au Gouvernement du Québec de réinvestir massivement dans les services publics, de manière à offrir des services publics qui répondent réellement aux besoins de la population. Les surplus budgétaires réalisés à force de coupes dans des services auxquels on a droit, le gouvernement doit les réinvestir dans les services publics. Les Centres de femmes invitent le gouvernement à mettre en œuvre les solutions fiscales développées par la Coalition Main rouge : elles permettraient d'augmenter les revenus annuels du Québec de plus de 10 milliards de dollars. Nous avons les moyens de financer les services publics.